

Des organisations environnementales demandent au premier ministre d'adopter un « test climat » transfrontalier harmonisé en prévision de sa première visite à la Maison-Blanche

Le Canada ne respectera pas ses engagements de Paris en se contentant du statu quo

OTTAWA, le 23 févr. 2016 /CNW/ - En prévision de la [première visite de Justin Trudeau à la Maison-Blanche](#) durant laquelle lui et le président Obama discuteront d'une politique climatique, des organisations environnementales de toute l'Amérique du Nord exhortent le premier ministre à ajouter à son processus d'évaluation environnementale fédérale un « [test climat](#) » fondé sur la science. Un tel test évaluerait la viabilité économique des projets et politiques énergétiques au pays, dans un monde en transition vers un avenir sans combustibles fossiles. De plus, le test serait en adéquation avec les engagements du Canada pris à Paris en matière de climat.

« L'adoption du "test climat" apparaît comme une étape cruciale pour donner suite aux engagements climatiques qu'ont pris Justin Trudeau et Barack Obama devant la communauté internationale à Paris. Ce sera aussi l'occasion pour les deux hommes de consolider leurs liens à la suite du rejet du pipeline Keystone XL », relate Anthony Swift, directeur de projet - Canada pour Natural Resource Defense Council (NRDC).

Le 10 mars prochain, M. Trudeau sera reçu pour un dîner d'État et pour échanger avec le président Obama sur la question de l'énergie et des changements climatiques. Les organisations environnementales demandent aux deux dirigeants d'inclure à leur ordre du jour une discussion au sujet d'un « test climat » transfrontalier harmonisé et de tenir compte des données climatiques scientifiques dans leurs prises de décisions concernant les grands projets d'infrastructure énergétique.

« Compte tenu de l'évolution rapide des politiques climatiques canadiennes, américaines et mondiales, le Canada doit impérativement évaluer ses politiques et ses occasions d'investissement à l'aune de la sécurité climatique », affirme Dale Marshall, responsable du programme national pour Environmental Defence. « Une meilleure collaboration entre les États-Unis et le Canada en matière de climat et d'énergie propre offrira le contexte idéal pour que les deux pays investissent dans des projets compatibles avec une économie prospère et peu dépendante du carbone ».

Actuellement, les politiques d'évaluation environnementale des projets d'infrastructure énergétique au Canada et ailleurs restent inchangées et reproduisent des « [scénarios de référence](#) » qui ne nous permettront jamais d'atteindre nos objectifs internationaux. Pourtant, en vertu de l'accord historique adopté par 195 États lors de la Conférence des Nations Unies à Paris en décembre dernier, le Canada est tenu de moderniser son processus d'évaluation environnementale, afin de le rendre conséquent avec ses ambitions climatiques nationales et internationales.

« Les scénarios concernant l'énergie devraient être modélisés en fonction de politiques climatiques plus ambitieuses, ici comme à l'étranger. Ils doivent tenir compte de la tarification du carbone et des limites aux émissions imposées dans le secteur des combustibles fossiles, comme celles qui existeront sous peu dans l'industrie des sables bitumineux de l'Alberta », confie Erin Flanagan, directrice des politiques fédérales à l'Institut Pembina. « Comme le Canada et les provinces mettent en place de nouvelles politiques sur le climat, on peut s'attendre à ce que d'autres nations leur emboitent le pas ».

Le mois dernier, les organisations environnementales ont accueilli avec satisfaction le dévoilement de [mesures provisoires](#) destinées aux projets d'infrastructures énergétiques. Celles-ci pressent maintenant le gouvernement d'adopter le « test climat » afin d'assurer l'utilité de ces mesures.

« Le Canada doit se doter d'un "test climat" rigoureux afin que les décisions d'investissement à court terme ne viennent pas contrecarrer les plans à long terme visant à dissocier la croissance économique de l'augmentation des émissions », déclare Sidney Ribaux, directeur général d'Équiterre. Un « test climat » devra aussi être adopté par les provinces, puisque la majorité des projets énergétiques ou autres ne relève pas du fédéral.

« Un tel "test climat" fournira aux décideurs les moyens de déterminer les projets économiquement viables dans un monde en transition vers un avenir sécuritaire d'un point de vue climatique », précise Catherine Abreu, coordonatrice de la campagne énergétique pour Ecology Action Centre. « À l'aide de ce test, nos décideurs pourront canaliser les investissements vers les projets avantageux à long terme pour l'économie. »

-30-

SOURCE Équiterre

Renseignements :

Pour de plus amples informations, communiquer avec : Anthony Swift, directeur de projet - Canada, NRDC, [\(202\) 513-6276](tel:2025136276); Dale Marshall, responsable du programme national, Environmental Defence, [\(613\) 868-9917](tel:6138689917); Erin Flanagan, directrice des politiques fédérales, Institut Pembina, [\(587\) 581-1701](tel:5875811701); Sidney Ribaux, directeur général, Équiterre, [\(514\) 910-2024](tel:5149102024); Catherine Abreu, coordonatrice de la campagne énergétique, Ecology Action Centre, [\(902\) 412-8953](tel:9024128953); Personne-ressource : Sarbjit Kaur, [\(416\) 274-5324](tel:4162745324)
